



Rapport annuel d'activité

2 0 1 1



IVAC

Indemnisation
des victimes
d'actes criminels

Rapport annuel d'activité

2 0 1 1

IVAC

Indemnisation
des victimes
d'actes criminels

Ce document est réalisé par la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) en collaboration avec la Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information et la Direction des communications et des relations publiques.

Préresse et impression :

Division de l'imprimerie

Direction des ressources matérielles

Reproduction autorisée avec mention de la source

© Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2012

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2012

ISBN 978-2-550-66261-7 (version imprimée)

ISBN 978-2-550-66262-4 (PDF)

ISSN 0837-600



Imprimé sur du papier recyclé :

Couverture : X %

Pages intérieures : X %

Octobre 2012

www.ivac.qc.ca

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous remettre, tel que nous l'a remis son président du conseil d'administration et chef de la direction, le *Rapport annuel d'activité* de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, pour l'année 2011.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.



Le ministre de la Justice
et procureur général,
Bertrand St-Arnaud

Monsieur Bertrand St-Arnaud
Ministre de la Justice
et procureur général
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le *Rapport annuel d'activité* de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, pour l'année 2011.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.



Le président du conseil
d'administration et chef de la direction,
Michel Després

Table des matières

| | | |
|-----------------|--|----|
| PARTIE 1 | Mot de la directrice | 6 |
| PARTIE 2 | La Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) | 7 |
| PARTIE 3 | Revue de l'année | 8 |
| | Faits saillants de l'année 2011 | 8 |
| | Organigramme | 14 |
| PARTIE 4 | Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels | 15 |
| | L'année 2011 en quelques chiffres | 15 |
| | Prestations et frais d'administration | 20 |
| PARTIE 5 | Loi visant à favoriser le civisme | 25 |
| | Profil de la clientèle | 25 |
| | Prestations et frais d'administration | 26 |

Liste des tableaux

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels

| | |
|---|----|
| L'année 2011 en quelques chiffres | 15 |
| Tableau 1 Répartition des victimes selon le sexe et l'âge | 16 |
| Tableau 2 Répartition des actes criminels selon le sexe de la victime | 17 |
| Tableau 3 Répartition des actes criminels selon l'âge de la victime | 18 |
| Tableau 4 Répartition des liens entre la victime et l'agresseur selon le sexe de la victime | 19 |
| Tableau 5 Répartition des lieux des crimes selon le sexe de la victime | 19 |
| Prestations et frais d'administration | 20 |
| Tableau 6 Demandes de prestations reçues selon la région de résidence de la victime | 20 |
| Tableau 7 Décisions rendues | 21 |
| Tableau 8 Répartition des décisions rendues par région | 21 |
| Tableau 9 Répartition des demandes de prestations acceptées selon les articles du Code criminel énumérés dans l'annexe de la Loi sur l'IVAC | 22 |
| Tableau 10 Répartition des demandes de prestations rejetées selon le motif de rejet | 23 |
| Tableau 11 Prestations et frais d'administration | 24 |

Loi visant à favoriser le civisme

| | |
|--|----|
| Profil de la clientèle | 25 |
| Tableau 12 Répartition des sauveteurs selon le sexe et l'âge | 25 |
| Tableau 13 Répartition des lieux de sauvetage selon le sexe du sauveteur | 25 |
| Prestations et frais d'administration | 26 |
| Tableau 14 Demandes de prestations reçues selon la région de résidence du sauveteur | 26 |
| Tableau 15 Décisions rendues | 26 |
| Tableau 16 Répartition des décisions rendues par région | 27 |
| Tableau 17 Répartition des demandes de prestations rejetées selon le motif de rejet | 28 |
| Tableau 18 Prestations et frais d'administration | 28 |

Mot de la directrice

La Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels a fêté ses 40 ans le 1^{er} mars 2012. Pour l'occasion, la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) s'est offert un nouveau logo, une nouvelle image et une nouvelle couleur. Le nouveau logo symbolise l'empreinte laissée sur la personne victime par l'acte criminel. Mais le I soudé au V représente le soutien que peut lui offrir la Direction de l'IVAC dans son rétablissement. Enfin, la courbe traversant le logo rappelle celui de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

L'année 2011 marque la fin de notre démarche de modernisation de nos processus et de spécialisation de nos services en fonction des besoins de la clientèle, amorcée en 2006. De nouvelles mesures visant une meilleure accessibilité des services ont été mises en œuvre au cours de l'année, et nous avons travaillé à l'amélioration de la cohérence, de l'équité et de la rigueur dans l'accomplissement de nos activités. À cet effet, certaines de nos politiques et procédures ayant des conséquences directes sur la clientèle ont été actualisées, des groupes de travail ont été créés, des activités d'assurance qualité ont été tenues et de nouveaux outils à l'usage de notre personnel ont été conçus.

Toujours dans le but de nous adapter aux changements dictés par l'évolution et la diversification des besoins exprimés par notre clientèle, nous comptons consacrer les prochains mois à revoir notre déclaration de services, notre site Web et nos publications.

Les réalisations de 2011 n'ont été possibles que grâce au travail et à l'engagement des membres du personnel de la Direction de l'IVAC qui, quotidiennement, interviennent auprès des personnes victimes et des sauveteurs. Je tiens à les remercier chaleureusement de leur patience, de leur persévérance et de leur dévouement.

Suzanne Mailhot

La Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)

La Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (Loi sur l'IVAC) existe depuis le 1^{er} mars 1972. En promulguant cette loi, l'État québécois prenait en compte les problèmes sociaux causés par la criminalité grandissante sur son territoire et, par le fait même, à l'égard des victimes de violence. Trop souvent, ces victimes ne pouvaient obtenir réparation du préjudice qu'elles subissaient, l'agresseur étant insolvable ou introuvable dans la majorité des cas.

Dès lors, les personnes victimes de violence ayant subi une lésion corporelle ou un choc psychologique ou nerveux à la suite d'un acte criminel ont pu bénéficier des mesures prévues par cette loi. Depuis son adoption, le nombre de citoyens indemnisés n'a cessé de croître. En effet, 148 demandes de prestations ont été acceptées en 1972 comparativement à 5 635 en 2011. Depuis sa création, la Direction de l'IVAC a reçu près de 112 623 demandes de prestations et autorisé le versement d'indemnités totalisant plus d'un milliard cent cinquante-sept millions de dollars.

L'Assemblée nationale adoptait en décembre 1977 la Loi visant à favoriser le civisme. Ainsi, toute personne portant secours à quelqu'un dont la vie ou l'intégrité physique est en danger peut obtenir réparation du préjudice qu'elle a subi.

À quelques exceptions près, les prestations payables aux victimes d'actes criminels et aux sauveteurs conformément à ces deux lois sont les mêmes que celles que prévoit la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chap. A-3). Les mesures prévues pour les réclamants comprennent l'indemnisation, l'assistance médicale et la réadaptation.

Au sein de la CSST, la Direction de l'IVAC analyse l'admissibilité des demandes de prestations que lui présentent les citoyens en vertu de ces deux lois et en assure le traitement.

Au cours de l'exercice 2011, la Direction de l'IVAC a répondu de ses activités au ministre de la Justice et procureur général relativement à l'application de la Loi sur l'IVAC et de la Loi visant à favoriser le civisme. Les frais engagés pour l'application de ces lois sont remboursés à la CSST par le ministère des Finances dans le cadre de l'application de programmes budgétaires relevant du ministère de la Justice.

Revue de l'année

Faits saillants de l'année 2011

Pour une plus grande accessibilité de nos services

Depuis quelques années, la Direction de l'IVAC observe une augmentation constante du nombre de ses clients. Ainsi, au cours de l'année 2011, c'est près de 21 000 personnes, victimes d'actes criminels et sauveteurs, qui ont reçu différents services ou indemnités.

Au cours de la dernière année, la Direction de l'IVAC a donc consacré des efforts importants à l'amélioration de l'accessibilité de ses services :

- Réduction des délais de traitement pour l'admissibilité des demandes de prestations : 54 % des demandes de prestations ont été acceptées dans un délai moyen de 8 jours suivant leur réception. Près de 7 % des demandes de prestations ont été traitées à l'aide d'un nouveau processus qui permet d'accélérer la prise de décision lorsque l'information obtenue du client par téléphone suffit à compléter la preuve.
- Création d'un poste d'agent de premier contact : tous les clients sont assurés d'un premier contact avec l'organisme au cours des trois semaines qui suivent l'acceptation de la demande de prestations.
- Création d'une équipe polyvalente : formée de trois agents d'indemnisation, d'un conseiller en réadaptation et d'un chef d'équipe, elle assure un service continu et ininterrompu à la clientèle, malgré les absences ou les départs des membres du personnel. Elle a également le mandat d'expérimenter de nouvelles pratiques ou façons de faire et d'en évaluer la possibilité d'utilisation ou l'efficacité.

Pour une meilleure cohérence de nos actions

En 2011, la Direction de l'IVAC s'est employée à mieux honorer ses engagements publics de respect, de professionnalisme et d'équité, en s'assurant de la pertinence et de la cohérence des actions à l'égard de sa clientèle :

- Dossiers de décès : leur traitement est assuré par des agents spécialisés de façon à respecter la spécificité d'une clientèle particulière, constituée de proches et de personnes à charge de la personne décédée. Le nombre de personnes appelées à intervenir dans ce type de dossiers a été restreint.
- Rechutes : leur traitement a été revu et leur analyse a été confiée à un agent spécialisé, ce qui permet plus d'uniformité et de neutralité dans les décisions visant ce type de demandes.
- Comité de travail multidisciplinaire : il se réunit toutes les semaines pour analyser des dossiers et en discuter dans le but de s'assurer que l'intervention est adaptée en fonction des besoins du client. Ses membres peuvent ainsi partager une vision et une compréhension communes des différents facteurs à prendre en considération pour que l'intervention auprès du client soit optimale.

- Comité de cohérence opérationnelle : réunissant gestionnaires, chefs d'équipe et spécialistes, il a pour mandat de s'assurer d'une application cohérente et uniforme des orientations et politiques par les différentes équipes de travail, afin de garantir un service équitable et de qualité à la clientèle.
- Comité des chefs d'équipe et des spécialistes : ce nouveau groupe de travail, qui a vu le jour cette année, a pour fonction de discuter, d'un point de vue pratique, de l'application des orientations et des procédures ainsi que de répondre à différentes questions relatives au traitement des dossiers, de façon à favoriser une plus grande uniformité dans les interventions et les pratiques.
- Rencontres avec le Bureau médical : ces rencontres entre intervenants, médecins et psychologues de la Direction de l'IVAC ont pour objectif l'acquisition et le perfectionnement de connaissances médicales et cliniques chez l'employé. La mise en commun de questions et réponses favorise une meilleure compréhension des aspects médicaux du dossier du client.

Nos services en ligne

Il est désormais possible pour le client de remplir à l'écran les différents formulaires utiles au traitement des demandes d'indemnisation, dont la *Demande de prestations* et ses annexes.

Notre programme d'assurance qualité

L'objectif du programme d'assurance qualité est d'optimiser le service à la clientèle et de s'assurer que les différentes activités de l'organisation sont menées dans le respect des critères de qualité retenus. Ce programme permet non seulement d'évaluer si les activités accomplies sont conformes aux critères de qualité retenus, mais permet aussi d'appliquer des mesures susceptibles d'en améliorer la qualité.

Cette année, les frais d'intervention psychosociale, l'aide personnelle et l'entretien du domicile, le calcul des bases salariales utilisées pour établir le montant des indemnités ainsi que la date d'événement retenue dans le cas d'actes criminels survenus il y a plusieurs années ont fait l'objet de vérification.

Un registre des plaintes a été créé. Y sont consignés la nature de la plainte, sa provenance, le traitement qui lui a été accordé et le résultat, à savoir si elle a été considérée comme fondée ou non. Un tel registre permet d'analyser les motifs d'insatisfaction des clients et des fournisseurs, et de prendre les mesures appropriées pour améliorer la qualité du service.

L'intégration de nos nouveaux employés

Au cours de l'année, nos nouveaux employés ont participé à des activités de formation et de perfectionnement portant sur les sujets suivants :

- Le développement durable ;
- Les règles d'éthique applicables aux membres de la fonction publique ;
- Les renseignements personnels, confidentiels et accessibles.

Nos partenaires

Les chefs d'équipe en réadaptation continuent de participer activement aux réunions et de faire partie des comités des tables de concertation sur les personnes victimes de crimes à caractère sexuel et de violence conjugale. Ils participent également aux rencontres du Centre d'expertise Marie-Vincent, spécialisé dans le traitement d'enfants victimes d'agression sexuelle.

Comme par le passé, le personnel de la Direction de l'IVAC a poursuivi ses rencontres avec les intervenants des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), des centres de santé et de services sociaux (CSSS), des centres jeunesse ainsi qu'avec des représentants de différents corps policiers du Québec.

Notre présence dans le milieu

Le 21 octobre 2011, la Direction de l'IVAC recevait deux représentantes de l'Institut National d'Aide aux Victimes Et de Médiation (INAVEM) ainsi que la présidente de l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV). L'INAVEM est un organisme français qui anime et coordonne les activités d'aide aux victimes et qui travaille à faire reconnaître leurs droits. La rencontre avait pour but de discuter des mandats respectifs de nos organisations et de faire connaître notre expérience et nos pratiques en matière d'indemnisation et de réadaptation des victimes d'actes criminels.

De plus, cette année, une entente de collaboration a été conclue avec le Curateur public du Québec afin de mieux protéger les sommes destinées à des personnes d'âge mineur.

Des échanges ont également eu lieu entre la Direction de l'IVAC et des représentants de groupes voués à la défense des droits des personnes victimes, tels l'AQPV et l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD).

Nos activités de l'année 2011

Accueil et renseignements

Au cours de l'année 2011, les préposés aux renseignements ont reçu 93 447 appels téléphoniques. En outre, 3 021 visiteurs se sont présentés à l'accueil, ce qui a favorisé un contact personnalisé.

Bureau de la révision administrative IVAC-Civisme

Durant l'année, 1 675 demandes de révision et de reconsidération administrative ont été transmises au Bureau de la révision administrative.

Révision administrative

En 2011, 1 258 décisions ont été rendues. Les principaux motifs de contestation portaient sur la durée ou sur le montant des indemnités versées pour une incapacité temporaire et sur le pourcentage d'incapacité permanente. En ce qui a trait à l'admissibilité, les contestations visaient les refus pour présentation tardive de la demande de prestations, pour absence de preuve d'un acte criminel et pour faute lourde du réclamant. Les décisions de première instance contestées ont été maintenues dans 82 % des cas et modifiées dans 18 % des cas.

Les décisions rendues par le Bureau de la révision administrative IVAC-Civisme peuvent être contestées devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ). Les décisions rendues par ce tribunal sont sans appel.

Reconsidération administrative

Les demandes de reconsidération administrative sont examinées par le Bureau de la révision administrative IVAC-Civisme. La majorité de ces demandes vise le remboursement des frais d'assistance médicale et les mesures de réadaptation sociale.

Au cours de l'année 2011, 299 décisions ont été rendues. Les décisions de première instance contestées ont été maintenues dans 81 % des cas et modifiées dans 19 % des cas. Les décisions rendues sont sans appel.

Aide aux proches des victimes

Les modifications législatives instaurant des mesures d'aide aux proches des victimes ainsi que le Règlement sur la réadaptation psychothérapeutique des proches des victimes d'actes criminels sont entrés en vigueur le 22 mars 2007.

Ces mesures prévoient que chacun des proches d'une victime d'homicide énumérés dans la loi peut bénéficier de 20 séances de psychothérapie, alors que, pour les autres crimes, une personne utile à la réadaptation de la victime a droit à 15 séances de psychothérapie.

En 2011, 158 demandes ont été acceptées, soit celles de 45 proches de victimes

d'homicide ou de disparition et celles de 113 proches utiles à la réadaptation de victimes d'autres crimes. Cinq demandes ont fait l'objet d'un refus.

Les soins psychothérapeutiques remboursés en 2011 se chiffrent à 44 573,75 \$.

Conciliation devant le Tribunal administratif du Québec

En 2011, les avocats du bureau du Procureur général ont exercé leur mandat d'intervention dans les dossiers de la Direction de l'IVAC contestés devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ), en privilégiant le processus de conciliation.

Nos équipes de travail

L'équipe de soutien à la direction

L'équipe de soutien à la direction est composée de professionnelles qui ont pour mandat de soutenir et de conseiller l'équipe de gestion et le personnel en fournissant leur expertise, tant sur les questions médicales et légales qu'informatiques. Des spécialistes de contenu en matière d'indemnisation et de réadaptation sont responsables de l'élaboration et de la diffusion des politiques applicables à la clientèle des personnes victimes et des sauveteurs. Elles doivent s'assurer que les différentes activités de l'organisation sont menées avec équité et rigueur et dans le respect des lois, des politiques et des procédures en vigueur. En plus de concevoir des activités de formation et de développement, ces spécialistes fournissent une expertise propice à l'amélioration continue des façons de faire des intervenants de la Direction.

Le Bureau médical

Les médecins et les psychologues exercent un rôle-conseil pour toute question à caractère médical ou paramédical auprès des intervenants de la Direction de l'IVAC.

L'accès au régime

Au Québec, toute personne blessée à la suite d'un acte criminel figurant dans l'annexe de la loi ou d'un acte de civisme peut se prévaloir des mesures prévues par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (Loi sur l'IVAC) ou par la Loi visant à favoriser le civisme.

En cas de décès de la victime ou du sauveteur, les personnes à charge peuvent recevoir des indemnités. Des services d'aide psychothérapeutique sont remboursés aux proches d'une victime décédée.

Pour se prévaloir des mesures prévues par ces lois, la victime, le sauveteur ou le réclamant doit remplir le formulaire *Demande de prestations*. La demande doit être transmise dans l'année où est survenu le préjudice matériel, la blessure ou la mort de la victime ou du sauveteur.

L'équipe de l'accès au régime est formée de décideurs et d'enquêteurs.

Des agents d'indemnisation de la Direction de l'IVAC rendent une décision quant à l'admissibilité de la demande de prestations. Lorsqu'il y a lieu de déterminer le mobile et les circonstances ayant entouré la perpétration de l'acte criminel, des enquêteurs peuvent devoir rencontrer les personnes liées à l'événement afin d'obtenir leur version des faits.

L'intervention

Les agents d'indemnisation et les conseillers en réadaptation de la Direction de l'IVAC ont pour mandat d'assurer aux personnes victimes d'actes criminels et aux sauveteurs l'accès à l'ensemble des services auxquels ils ont droit. Ils recherchent la participation du client et sa responsabilisation par rapport à la démarche conduisant à son rétablissement.

Des équipes spécialisées sont formées pour traiter les dossiers de personnes victimes ou de sauveteurs et pour leur offrir des services adaptés à leurs besoins en fonction de certains critères tels :

- la présence de lésions graves ;
- un lien d'emploi compromis ;
- un état de santé qui présente un risque de chronicité ;
- un état de santé qui présente peu ou pas de risque de chronicité.

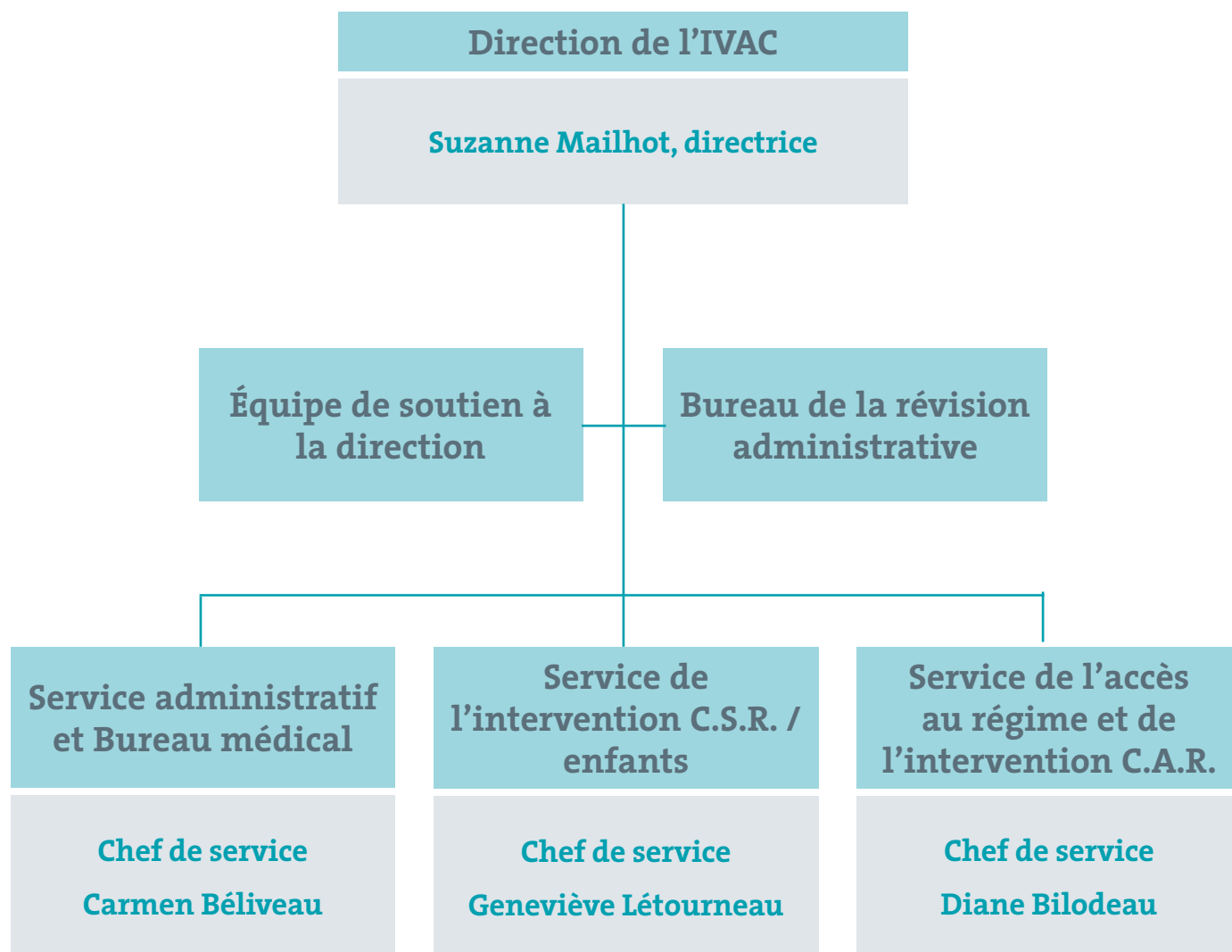
Une équipe est entièrement vouée au traitement des dossiers des victimes d'âge mineur.

Un cadre de référence en intervention permet non seulement de tracer un portrait précis de la clientèle en fonction de ses besoins particuliers, mais favorise également un meilleur travail d'équipe entre les employés ainsi que des interventions qui s'amorcent plus tôt et qui se poursuivent de façon soutenue jusqu'au rétablissement du client.

L'effectif

En date du 31 décembre 2011, l'effectif de la Direction de l'IVAC était de 125 employés. De ce nombre, 62,81 % appartenaient à la catégorie des fonctionnaires, 33,88 % à celle des professionnels et 3,31 % à celle du personnel d'encadrement. La proportion de femmes s'élevait à 85,94 %.

Organigramme



Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels

L'année 2011 en quelques chiffres

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, la Direction de l'IVAC a reçu 7 123 nouvelles demandes de prestations, soit une hausse de 4,5 % par rapport à 2010, provenant non seulement de toutes les régions du Québec, mais aussi de l'extérieur (voir le tableau 6).

Au cours de cette période, 7 251 décisions ont été rendues : 5 635 demandes de prestations ont été acceptées et 1 520 ont été rejetées. Quatre-vingt-seize dossiers ont été fermés à la suite du désintéressement ou du désistement du réclamant (voir le tableau 7).

Les prestations versées à titre d'indemnités aux victimes d'actes criminels et à leurs personnes à charge totalisent 80 225 463,83 \$ (voir le tableau 11).

On observe que plus de femmes (65 %) que d'hommes ont été victimes d'actes criminels (voir le tableau 1).

Les principaux actes criminels commis sont les voies de fait et les crimes à caractère sexuel¹. À eux seuls, ils constituent 67 % des crimes ayant fait l'objet d'une demande de prestations acceptée (voir le tableau 2).

On observe également que 24 % des personnes victimes d'actes criminels étaient âgées de moins de 18 ans. Elles ont subi des crimes à caractère sexuel dans plus de 45 % des cas.

Quant à eux, les actes criminels commis envers les personnes de 18 à 35 ans comptent pour 37 %, alors que ceux commis envers les personnes de 36 à 64 ans représentent 36 %. Dans l'ordre, les voies de fait, les agressions armées ou voies de fait ayant causé des lésions corporelles et les crimes à caractère sexuel sont les principaux actes criminels commis. Pour leur part, les personnes âgées de 65 ans ou plus constituent 2,5 % des victimes, principalement de voies de fait (voir le tableau 3).

On observe que la clientèle et la nature des crimes ont changé au cours des années. Par exemple, la proportion de femmes est passée de 53 % en 1998 à 65 % en 2011. En 1998, 209 cas de violence conjugale étaient répertoriés, alors qu'ils se chiffrent à 1 791 en 2011. Les demandes de prestations présentées par des personnes majeures pour des agressions sexuelles subies dans leur enfance sont passées de 65 en 1998 à 755 en 2011. Les agressions commises par des membres de la famille sont en hausse. On dénombre 677 dossiers de violence familiale en 2011.

¹ Les crimes à caractère sexuel comprennent les actes criminels suivants : inceste, rapport sexuel avec une personne en situation d'autorité, agression sexuelle, agression sexuelle armée et agression sexuelle grave.

Répartition des victimes selon le sexe et l'âge

Tableau 1

| Groupe d'âge ¹ | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
|---------------------------|--------------------------------------|------------------|------------------|--------------|
| | Femme | Homme | Total | |
| | n ^{bre} | n ^{bre} | n ^{bre} | % |
| De 0 à 6 ans | 124 | 120 | 244 | 4,3 % |
| De 7 à 12 ans | 256 | 211 | 467 | 8,3 % |
| De 13 à 17 ans | 449 | 194 | 643 | 11,4 % |
| De 18 à 35 ans | 1 421 | 677 | 2 098 | 37,2 % |
| De 36 à 64 ans | 1 321 | 723 | 2 044 | 36 % |
| 65 ans ou plus | 80 | 59 | 139 | 2,5 % |
| Total | 3 651 | 1 984 | 5 635 | 100 % |
| Pourcentage | 65 % | 35 % | | |

¹ Les statistiques sont compilées selon l'âge de la personne victime au moment de la réception de sa demande de prestations et non selon son âge au moment de l'acte criminel. Les personnes victimes d'agressions sexuelles dans l'enfance sont donc inscrites en fonction de leur âge au moment de la demande de prestations.

Répartition des actes criminels selon le sexe de la victime

Tableau 2

| Article du Code criminel | Acte criminel | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
|--------------------------|--|--------------------------------------|--------------|--------------|-----------------|
| | | Femme | Homme | Total | % |
| 81 | Le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles ou la mort au moyen d'une substance explosive | 0 | 1 | 1 | -. ¹ |
| 86 | Braquer une arme à feu | 15 | 10 | 25 | - |
| 153 | Rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans ou de moins de 16 ans | 2 | 0 | 2 | - |
| 155 | Inceste | 24 | 3 | 27 | - |
| 180 | Nuisance publique causant du tort | 2 | 0 | 2 | - |
| 220 | Le fait de causer la mort par négligence criminelle | 1 | 0 | 1 | - |
| 221 | Le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle | 5 | 4 | 9 | - |
| 229 | Meurtre | 27 | 25 | 52 | 1 % |
| | Témoindirect de meurtre | 1 | 0 | 1 | - |
| 234 | Homicide involontaire | 0 | 3 | 3 | - |
| | Témoind'homicide involontaire | 0 | 2 | 2 | - |
| 239 | Tentative de meurtre | 14 | 19 | 33 | 1 % |
| | Témoindirect de tentative de meurtre | 1 | 1 | 2 | - |
| 245 | Administration d'un poison | 0 | 1 | 1 | - |
| 265 | Voies de fait commises avec un véhicule automobile | 5 | 6 | 11 | - |
| | Témoindirect de voies de fait commises avec un véhicule automobile | 1 | 0 | 1 | - |
| 266 | Voies de fait | 1 662 | 661 | 2 323 | 41 % |
| | Témoindirect de voies de fait | 93 | 81 | 174 | 3 % |
| 267 | Agression armée / infliction de lésions corporelles | 378 | 703 | 1 081 | 19 % |
| | Témoindirect d'agression armée / infliction de lésions corporelles | 13 | 9 | 22 | - |
| 268 | Voies de fait graves | 22 | 58 | 80 | 1 % |
| | Témoindirect de voies de fait graves | 1 | 0 | 1 | - |
| 269 | Infliction illégale de lésions corporelles | 3 | 7 | 10 | - |
| 271 | Agression sexuelle | 1 222 | 225 | 1 447 | 26 % |
| | Témoindirect d'agression sexuelle | 0 | 3 | 3 | - |
| 272 | Agression sexuelle armée | 20 | 1 | 21 | - |
| 273 | Agression sexuelle grave | 3 | 1 | 4 | - |
| 279 (1) | Enlèvement | 4 | 2 | 6 | - |
| 279 (2) | Séquestration illégale | 33 | 2 | 35 | - |
| 343 | Vol qualifié | 84 | 140 | 224 | 4 % |
| | Témoindirect de vol qualifié | 2 | 0 | 2 | - |
| 423 | Intimidation par la violence | 5 | 4 | 9 | - |
| 430 (2) | Méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens | 1 | 1 | 2 | - |
| 433 | Crime d'incendie | 2 | 4 | 6 | - |
| 436 | Le fait de causer un incendie si l'incendie entraîne une perte de vie | 0 | 1 | 1 | - |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3b | 3 | 5 | 8 | - |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3c | 2 | 1 | 3 | - |
| Total | | 3 651 | 1 984 | 5 635 | 100 % |

¹ Le tiret (-) signifie moins de 1 %.

Répartition des actes criminels selon l'âge¹ de la victime

| Article du Code criminel | Acte criminel ² | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | | | | |
|--------------------------|--|--------------------------------------|------------|------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | | 0-6 ans | 7-12 ans | 13-17 ans | 18-35 ans | 36-64 ans | 65 ans ou plus | Tous les âges |
| 81 | Le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles ou la mort au moyen d'une substance explosive | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| 86 | Braquer une arme à feu | 0 | 0 | 3 | 11 | 11 | 0 | 25 |
| 153 | Rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans ou de moins de 16 ans | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 155 | Inceste | 2 | 7 | 7 | 4 | 7 | 0 | 27 |
| 180 | Nuisance publique causant du tort | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| 220 | Le fait de causer la mort par négligence criminelle | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 221 | Le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle | 1 | 4 | 1 | 2 | 1 | 0 | 9 |
| 229 | Meurtre | 7 | 1 | 1 | 23 | 15 | 5 | 52 |
| | Témoin direct de meurtre | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 234 | Homicide involontaire | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 |
| | Témoin d'homicide involontaire | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| 239 | Tentative de meurtre | 2 | 1 | 2 | 17 | 10 | 1 | 33 |
| | Témoin direct de tentative de meurtre | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| 245 | Administration d'un poison | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| 265 | Voies de fait commises avec un véhicule automobile | 0 | 0 | 0 | 4 | 7 | 0 | 11 |
| | Témoin direct de voies de fait commises avec un véhicule automobile | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 266 | Voies de fait | 73 | 150 | 175 | 879 | 972 | 74 | 2 323 |
| | Témoin direct de voies de fait | 60 | 82 | 22 | 5 | 5 | 0 | 174 |
| 267 | Agression armée / infliction de lésions corporelles | 13 | 18 | 68 | 507 | 444 | 31 | 1 081 |
| | Témoin direct d'agression armée / infliction de lésions corporelles | 6 | 4 | 2 | 3 | 6 | 1 | 22 |
| 268 | Voies de fait graves | 9 | 4 | 1 | 37 | 26 | 3 | 80 |
| | Témoin direct de voies de fait graves | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| 269 | Infliction illégale de lésions corporelles | 0 | 0 | 0 | 8 | 2 | 0 | 10 |
| 271 | Agression sexuelle | 67 | 186 | 338 | 469 | 379 | 8 | 1 447 |
| | Témoin direct d'agression sexuelle | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| 272 | Agression sexuelle armée | 0 | 1 | 3 | 11 | 6 | 0 | 21 |
| 273 | Agression sexuelle grave | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | 0 | 4 |
| 279 (1) | Enlèvement | 0 | 0 | 0 | 4 | 2 | 0 | 6 |
| 279 (2) | Séquestration illégale | 2 | 1 | 3 | 15 | 14 | 0 | 35 |
| 343 | Vol qualifié | 0 | 3 | 10 | 82 | 116 | 13 | 224 |
| | Témoin direct de vol qualifié | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 |
| 423 | Intimidation par la violence | 0 | 0 | 1 | 1 | 6 | 1 | 9 |
| 430 (2) | Méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| 433 | Crime d'incendie | 1 | 0 | 0 | 1 | 3 | 1 | 6 |
| 436 | Le fait de causer un incendie si l'incendie entraîne une perte de vie | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3b | 0 | 0 | 0 | 5 | 3 | 0 | 8 |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3c | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 3 |
| Total | | 244 | 467 | 643 | 2 098 | 2 044 | 139 | 5 635 |

1 Les statistiques sont compilées selon l'âge de la personne victime au moment de la réception de la demande de prestations et non pas au moment de l'acte criminel.

2 Acte criminel suivant les articles du Code criminel énumérés dans l'annexe de la Loi sur l'IVAC.

Répartition des liens entre la victime et l'agresseur selon le sexe de la victime

Tableau 4

| Lien | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
|-------------------|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Femme | Homme | Total | % |
| Conjoint | 1 017 | 35 | 1 052 | 18,7 % |
| Connaissance | 920 | 708 | 1 628 | 28,9 % |
| Ex-conjoint | 360 | 23 | 383 | 6,8 % |
| Famille | 864 | 403 | 1 267 | 22,5 % |
| Agresseur inconnu | 490 | 815 | 1 305 | 23,2 % |
| Total | 3 651 | 1 984 | 5 635 | 100 % |

Répartition des lieux des crimes selon le sexe de la victime

Tableau 5

| Lieu | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|--------------|--------------|----------------|
| | Femme | Homme | Total | % |
| Domicile de la victime | 2 250 | 704 | 2 954 | 52 % |
| Domicile de l'agresseur | 553 | 182 | 735 | 13 % |
| Voie publique | 210 | 422 | 632 | 11 % |
| Bar, hôtel ou restaurant | 92 | 209 | 301 | 5 % |
| Autre lieu | 146 | 106 | 252 | 4 % |
| Domicile d'un tiers | 107 | 71 | 178 | 3 % |
| Moyen de transport | 96 | 41 | 137 | 2 % |
| Stationnement | 55 | 80 | 135 | 2 % |
| Établissement scolaire | 36 | 47 | 83 | 1 % |
| Commerce ou institution financière | 29 | 36 | 65 | 1 % |
| Parc | 27 | 33 | 60 | 1 % |
| Lieu de travail | 30 | 28 | 58 | 1 % |
| Milieu carcéral | 0 | 23 | 23 | - ¹ |
| Établissement de santé | 20 | 2 | 22 | - |
| Total | 3 651 | 1 984 | 5 635 | 100 % |

¹ Le tiret (-) signifie moins de 1 %.

Prestations et frais d'administration

Tableau 6

| Demandes de prestations reçues selon la région de résidence de la victime | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------------------------------|
| Région | 2009 | 2010 | 2011 | Variation de 2011 par rapport à 2010 |
| Abitibi-Témiscamingue | 140 | 134 | 174 | 29,9 % |
| Bas-Saint-Laurent | 162 | 170 | 182 | 7,1 % |
| Chaudière-Appalaches | 264 | 258 | 358 | 38,8 % |
| Côte-Nord | 63 | 64 | 71 | 11 % |
| Estrie | 395 | 434 | 511 | 17,7 % |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 36 | 71 | 53 | -25,4 % |
| Île-de-Montréal | 1 479 | 1 639 | 1 693 | 3,3 % |
| Lanaudière | 480 | 595 | 532 | -10,6 % |
| Laurentides | 453 | 512 | 504 | -1,6 % |
| Laval | 240 | 255 | 271 | 6,3 % |
| Longueuil | 341 | 352 | 400 | 13,6 % |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 518 | 568 | 578 | 1,8 % |
| Outaouais | 201 | 225 | 223 | -1 % |
| Québec | 507 | 603 | 557 | -7,6 % |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 212 | 266 | 285 | 7 % |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 188 | 211 | 218 | 3,3 % |
| Valleyfield | 188 | 194 | 175 | -10 % |
| Yamaska | 209 | 211 | 282 | 33,6 % |
| Extérieur du Québec au Canada | 38 | 48 | 47 | -2,1 % |
| Extérieur du Canada | 4 | 5 | 9 | 80 % |
| Code postal non disponible ou erroné | 33 | 0 | 0 | 0,0 % |
| Dossiers avec données non disponibles | 39 | 1 | 0 | -100,0 % |
| Total | 6 190 | 6 816 | 7 123 | 4,5 % |

Décisions rendues

Tableau 7

| Résultat de l'étude des demandes | 2009 | 2010 | 2011 | Variation de 2011 par rapport à 2010 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------------------------------|
| Demandes acceptées | 4 838 | 5 249 | 5 635 | 7,4 % |
| Demandes rejetées ¹ | 1 098 | 1 192 | 1 520 | 27,5 % |
| Dossiers fermés à la suite : | | | | |
| – du désistement du réclamant ² | 39 | 32 | 19 | -40,6 % |
| – du désintéressement du réclamant ³ | 300 | 116 | 77 | -33,6 % |
| Dossiers avec données non disponibles | 75 | 0 | 0 | 0,0 % |
| Total | 6 350 | 6 589 | 7 251 | 10,0 % |

1 Voir les motifs de rejet au tableau 10.

2 Le désistement : l'étude pour admissibilité de la demande est interrompue à la demande de la victime.

3 Le désintéressement : l'étude pour admissibilité de la demande est interrompue, la personne victime n'ayant pas donné suite aux communications de la Direction de l'IVAC. Exemple : le réclamant a déménagé sans laisser d'adresse.

Répartition des décisions rendues par région

Tableau 8

| Région | Acceptée | Rejetée | Désistement | Désintéressement | Total | % |
|-------------------------------|---------------|---------------|--------------|------------------|--------------|--------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 128 | 31 | 0 | 1 | 160 | 2,2 % |
| Bas-Saint-Laurent | 145 | 30 | 1 | 0 | 176 | 2,4 % |
| Chaudière-Appalaches | 275 | 63 | 0 | 2 | 340 | 4,7 % |
| Côte-Nord | 36 | 19 | 0 | 0 | 55 | 0,8 % |
| Estrie | 443 | 76 | 2 | 7 | 528 | 7,3 % |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 40 | 11 | 0 | 1 | 52 | 0,7 % |
| Île-de-Montréal | 1 333 | 386 | 5 | 23 | 1 747 | 24,1 % |
| Lanaudière | 444 | 109 | 2 | 5 | 560 | 7,7 % |
| Laurentides | 380 | 128 | 2 | 12 | 522 | 7,2 % |
| Laval | 203 | 67 | 0 | 7 | 277 | 3,8 % |
| Longueuil | 322 | 67 | 3 | 5 | 397 | 5,5 % |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 511 | 92 | 1 | 4 | 608 | 8,4 % |
| Outaouais | 163 | 55 | 0 | 0 | 218 | 3,0 % |
| Québec | 421 | 132 | 2 | 3 | 558 | 7,7 % |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 208 | 76 | 0 | 2 | 286 | 3,9 % |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 182 | 40 | 0 | 0 | 222 | 3,1 % |
| Valleyfield | 141 | 65 | 0 | 5 | 211 | 2,9 % |
| Yamaska | 218 | 55 | 0 | 0 | 273 | 3,8 % |
| Extérieur du Québec au Canada | 36 | 16 | 1 | 0 | 53 | 0,7 % |
| Extérieur du Canada | 6 | 2 | 0 | 0 | 8 | 0,1 % |
| Total | 5 635 | 1 520 | 19 | 77 | 7 251 | 100 % |
| Pourcentage | 77,7 % | 21,0 % | 0,3 % | 1,1 % | 100 % | |

**Répartition des demandes de prestations acceptées selon
les articles du Code criminel énumérés dans l'annexe de la Loi sur l'IVAC**

Tableau 9

| Article du Code criminel | Acte criminel | Nombre | | |
|--------------------------|--|--------------|--------------|--------------|
| | | 2009 | 2010 | 2011 |
| 80 | Manque de précautions suffisantes avec des explosifs | 2 | 0 | 0 |
| 81 | Le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles ou la mort au moyen d'une substance explosive | 0 | 0 | 1 |
| 86 | Braquer une arme à feu | 22 | 12 | 25 |
| 153 | Rapports sexuels avec une personne du sexe féminin âgée de moins de 14 ans ou de moins de 16 ans | 14 | 3 | 2 |
| 155 | Inceste | 28 | 34 | 27 |
| 180 | Nuisance publique causant du tort | 0 | 0 | 2 |
| 215 | Omission de fournir les choses nécessaires à l'existence | 1 | 0 | 0 |
| 220 | Le fait de causer la mort par négligence criminelle | 2 | 0 | 1 |
| 221 | Le fait de causer des lésions corporelles par négligence criminelle | 2 | 3 | 9 |
| 229 | Meurtre | 44 | 45 | 52 |
| | Témoign direct de meurtre | 2 | 0 | 1 |
| 234 | Homicide involontaire | 6 | 8 | 3 |
| | Témoign direct d'homicide involontaire | 0 | 0 | 2 |
| 239 | Tentative de meurtre | 40 | 42 | 33 |
| | Témoign direct de tentative de meurtre | 0 | 5 | 2 |
| 244 | Le fait de causer intentionnellement des lésions corporelles | 0 | 1 | 0 |
| 245 | Administration d'un poison | 2 | 3 | 1 |
| 258 (1) | Conduite dangereuse d'un bateau | 1 | 0 | 0 |
| 265 | Voies de fait commises avec un véhicule automobile | 9 | 9 | 11 |
| | Témoign direct de voies de fait commises avec un véhicule automobile | 0 | 0 | 1 |
| 266 | Voies de fait | 2 069 | 2 186 | 2 323 |
| | Témoign direct de voies de fait | 100 | 156 | 174 |
| 267 | Agression armée / infliction de lésions corporelles | 887 | 981 | 1 081 |
| | Témoign direct d'agression armée / infliction de lésions corporelles | 0 | 26 | 22 |
| 268 | Voies de fait graves | 59 | 65 | 80 |
| | Témoign direct de voies de fait graves | 0 | 4 | 1 |
| 269 | Infliction illégale de lésions corporelles | 11 | 15 | 10 |
| 270 | Voies de fait pour empêcher l'application de la loi | 0 | 2 | 0 |
| | Témoign direct de voies de fait pour empêcher l'application de la loi | 0 | 2 | 0 |
| 271 | Agression sexuelle | 1 273 | 1 305 | 1 447 |
| | Témoign direct d'agression sexuelle | 0 | 9 | 3 |
| 272 | Agression sexuelle armée | 8 | 18 | 21 |
| 273 | Agression sexuelle grave | 4 | 3 | 4 |
| 279 (1) | Enlèvement | 11 | 8 | 6 |
| 279 (2) | Séquestration illégale | 2 | 29 | 35 |
| 343 | Vol qualifié | 203 | 219 | 224 |
| | Témoign direct de vol qualifié | 0 | 3 | 2 |
| 423 | Intimidation par la violence | 3 | 12 | 9 |
| 430 (2) | Méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens | 0 | 3 | 2 |
| 433 | Crime d'incendie | 15 | 22 | 6 |
| 436 | Le fait de causer un incendie si l'incendie entraîne une perte de vie | 0 | 1 | 1 |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3b | 18 | 8 | 8 |
| | Loi sur l'IVAC, art. 3c | 0 | 7 | 3 |
| Total | | 4 838 | 5 249 | 5 635 |

Répartition des demandes de prestations rejetées selon le motif de rejet

Tableau 10

| Motif de rejet | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Absence de preuve d'un acte criminel ¹ | 290 | 315 | 423 |
| Prescription ² | 295 | 392 | 533 |
| Crime non mentionné dans l'annexe de la loi ³ | 156 | 129 | 184 |
| Faute lourde ⁴ | 181 | 186 | 159 |
| Absence de preuve de blessure | 98 | 98 | 125 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles | 33 | 39 | 27 |
| Crime commis à l'extérieur du Québec | 8 | 9 | 20 |
| Événement antérieur à l'entrée en vigueur de la loi | 31 | 19 | 42 |
| Crime donnant ouverture à l'application de la Loi sur l'assurance automobile | 4 | 2 | 6 |
| Crime donnant ouverture à l'application d'une autre loi | 1 | 3 | 1 |
| Le requérant n'était pas une personne à charge de la victime | 1 | 0 | 0 |
| Total | 1 098 | 1 192 | 1 520 |

1 Il y a absence de preuve d'un acte criminel :

- au moment d'un fait accidentel où il n'a pas été démontré d'intention de porter atteinte à l'intégrité de la victime. Exemple : jeux d'enfant ;
- lorsque la victime ne démontre pas que l'événement ou la blessure subie résulte d'un acte criminel (il doit y avoir prépondérance de preuve). Exemple : chute sur le trottoir d'une personne en état d'ébriété.

2 Il y a prescription quand la demande est présentée à l'expiration du délai prévu, soit plus d'un an après la survenance des blessures, sans motif valable justifiant le retard.

3 Les crimes non mentionnés dans l'annexe de la loi sont, par exemple :

- crimes contre les biens ou la propriété (vol simple, introduction par effraction, fraude, extorsion, etc.);
- crimes contre la personne (menace de mort par téléphone, harcèlement criminel).

4 La faute lourde est un comportement qui dénote une insouciance, une dangereuse imprudence ou une négligence grossière de la part de la victime.

Tableau 11

Prestations et frais d'administration

| Type de prestations | 2009 | 2010 | 2011 | Variation de 2011 par rapport à 2010 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Assistance médicale ¹ | 12 920 970,63 \$ | 10 909 945,29 \$ | 13 547 970,40 \$ | 24,2 % |
| Réadaptation | 7 503 730,99 \$ | 10 186 809,47 \$ | 7 561 534,04 \$ | -25,8 % |
| Incapacité temporaire ² | 20 185 804,47 \$ | 21 009 585,44 \$ | 22 541 159,56 \$ | 7,3 % |
| Stabilisation sociale et économique ³ | 2 083 734,21 \$ | 2 124 682,27 \$ | 2 188 945,11 \$ | 3,0 % |
| Allocations spéciales ⁴ | 24 500,00 \$ | 17 999,98 \$ | 25 833,32 \$ | 43,5 % |
| Frais funéraires ⁵ | 104 098,08 \$ | 130 729,48 \$ | 160 164,19 \$ | 22,5 % |
| Incapacité permanente des victimes ⁶ et rentes aux personnes à charge ⁷ | 33 322 340,31 \$ | 33 318 098,07 \$ | 34 199 857,21 \$ | 2,6 % |
| Total des prestations | 76 145 178,69 \$ | 77 697 850,00 \$ | 80 225 463,83 \$ | 3,3 % |
| Frais d'administration | 9 843 141,05 \$ | 10 500 482,79 \$ | 11 303 854,61 \$ | 7,7 % |
| Total | 85 988 319,74 \$ | 88 198 332,79 \$ | 91 529 318,44 \$ | 3,8 % |

1 L'assistance médicale comprend l'hospitalisation, les soins médicaux et chirurgicaux, les soins infirmiers, les médicaments et autres produits pharmaceutiques nécessaires ainsi que la fourniture et le renouvellement des prothèses et des appareils orthopédiques. Les frais fixes des rentes antérieures à 1981 sont exclus du montant de l'assistance médicale.

2 L'indemnité pour incapacité totale temporaire (ITT) est une rente bimensuelle versée à la victime pendant la période où elle est dans l'impossibilité complète ou partielle de travailler ou de vaquer à la majorité de ses occupations habituelles.

3 Ces montants sont versés dans le cadre de programmes de stabilisation économique et sociale.

4 Une allocation spéciale de 500 \$ est versée au conjoint ou aux personnes à charge en cas de décès de la victime. Un montant de 2 000 \$ est versé aux parents d'un enfant mineur décédé des suites d'un acte criminel.

5 Les frais funéraires sont remboursés jusqu'à concurrence de 3 270 \$ à la personne qui les acquitte. Des frais de 500 \$ pour le transport du corps peuvent s'ajouter à ce montant.

6 L'indemnité pour incapacité permanente, partielle ou totale (IP) est une rente versée mensuellement à une victime présentant des séquelles permanentes. Les indemnités pour incapacité permanente sont calculées principalement en fonction du degré d'incapacité de la victime. Pour les rentes, les frais sont appliqués au taux de 15,5 % sur la valeur capitalisée (coûts futurs).

Le choix de la valeur capitalisée de la rente s'explique par le fait que les victimes d'actes criminels ou de divisme sont encore aujourd'hui indemnisées selon les indemnités prévues à la Loi sur les accidents du travail (LAT). Toutefois, pour les dossiers de rente dont l'événement est antérieur à 1981, une charge fixe annuelle par dossier s'applique.

7 La rente aux personnes à charge est une indemnité versée au conjoint et aux personnes à charge lors du décès de la victime. Cette indemnité correspond à un pourcentage maximal de 80 % de l'indemnité à laquelle la victime aurait eu droit, si elle avait survécu.

Loi visant à favoriser le civisme

Profil de la clientèle

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, la Direction de l'IVAC a reçu 31 nouvelles demandes de prestations provenant de personnes ayant accompli un acte de civisme. La loi définit l'acte de civisme comme étant l'intervention d'une personne qui, bénévolement, porte secours à une personne dont la vie ou l'intégrité physique est en danger.

Les tableaux suivants fournissent les principales données relatives à l'application de la Loi visant à favoriser le civisme en 2011.

Tableau 12

| Répartition des sauveteurs selon le sexe et l'âge | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------|
| Groupe d'âge | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
| | Femme | Homme | Total | |
| | nombre | nombre | nombre | % |
| De 0 à 17 ans | 0 | 0 | 0 | 0 % |
| De 18 à 35 ans | 6 | 7 | 13 | 45 % |
| De 36 à 64 ans | 6 | 9 | 15 | 52 % |
| 65 ans ou plus | 0 | 1 | 1 | 3 % |
| Total | 12 | 17 | 29 | 100 % |
| Pourcentage | 41 % | 59 % | 100 % | |

Tableau 13

| Répartition des lieux de sauvetage selon le sexe du sauveteur | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------|
| Lieu | Nombre de demandes acceptées en 2011 | | | |
| | Femme | Homme | Total | Pourcentage |
| Moyen de transport | 0 | 1 | 1 | 3 % |
| Voie publique | 9 | 9 | 18 | 62 % |
| Résidence privée | 3 | 3 | 6 | 21 % |
| Autre lieu | 0 | 4 | 4 | 14 % |
| Total | 12 | 17 | 29 | 100 % |

Prestations et frais d'administration

Tableau 14

| Demandes de prestations reçues selon la région de résidence du sauveteur | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Région | 2009 | 2010 | 2011 |
| Abitibi-Témiscamingue | 1 | 3 | 3 |
| Bas-Saint-Laurent | 3 | 3 | 2 |
| Chaudière-Appalaches | 3 | 2 | 1 |
| Côte-Nord | 0 | 1 | 0 |
| Estrie | 2 | 1 | 0 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 1 | 0 | 1 |
| Île-de-Montréal | 4 | 4 | 6 |
| Lanaudière | 1 | 1 | 2 |
| Laurentides | 3 | 2 | 2 |
| Laval | 2 | 0 | 1 |
| Longueuil | 3 | 2 | 1 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 3 | 1 | 1 |
| Outaouais | 0 | 4 | 1 |
| Québec | 1 | 1 | 3 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 | 1 | 3 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 0 | 1 | 2 |
| Valleyfield | 0 | 0 | 0 |
| Yamaska | 0 | 0 | 2 |
| Total | 29 | 27 | 31 |

Tableau 15

| Décisions rendues | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Résultat de l'étude des demandes | 2009 | 2010 | 2011 |
| Demandes acceptées | 22 | 29 | 29 |
| Demandes rejetées ¹ | 2 | 2 | 3 |
| Dossiers fermés à la suite : | | | |
| – du désistement du réclamant ² | 0 | 0 | 0 |
| – du désintéressement du réclamant ³ | 1 | 0 | 0 |
| Total | 25 | 31 | 32 |

1. Voir les motifs de rejet au tableau 17.

2. Désistement : l'étude du dossier est interrompue, le sauveteur ne souhaitant plus qu'on en poursuive le traitement.

3. Désintéressement : l'étude du dossier est interrompue, le sauveteur ne donnant pas suite aux demandes de la Direction de l'IVAC.

Répartition des décisions rendues par région

Tableau 16

| Région | Acceptée | Rejetée | Désistement | Désintéressement | Total |
|-------------------------------|-------------|------------|-------------|------------------|--------------|
| Abitibi-Témiscamingue | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Bas-Saint-Laurent | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Chaudière-Appalaches | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Côte-Nord | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Estrie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Île-de-Montréal | 5 | 1 | 0 | 0 | 6 |
| Lanaudière | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Laurentides | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Laval | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Longueuil | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mauricie et Centre-du-Québec | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Outaouais | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Québec | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Valleyfield | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Yamaska | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Total | 29 | 3 | 0 | 0 | 32 |
| Pourcentage | 91 % | 9 % | 0 % | 0 % | 100 % |

Tableau 17

| Répartition des demandes de prestations rejetées selon le motif de rejet | | | |
|--|----------|----------|----------|
| Motif de rejet | Nombre | | |
| | 2009 | 2010 | 2011 |
| Absence de preuve d'un acte de civisme | 1 | 1 | 1 |
| Prescription | 1 | 1 | 2 |
| Total | 2 | 2 | 3 |

Tableau 18

| Prestations et frais d'administration | | | | |
|---|----------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------------|
| Type de prestations | 2009 | 2010 | 2011 | Variation de 2011 par rapport à 2010 |
| Assistance médicale ¹ | 72 819,39 \$ | 147 544,06 \$ | 95 185,32 \$ | -35,5 % |
| Réadaptation | 19 911,32 \$ | 38 390,98 \$ | 17 269,25 \$ | -55,0 % |
| Incapacité temporaire | 252 559,99 \$ | 216 854,20 \$ | 190 517,35 \$ | -12,1 % |
| Stabilisation sociale et économique | 36 111,83 \$ | 28 238,59 \$ | 3 049,50 \$ | -89,2 % |
| Frais funéraires | 0,00 \$ | 0,00 \$ | 1 200,00 \$ | s/o |
| Incapacité permanente des sauveteurs et rentes aux personnes à charge | 497 483,46 \$ | 565 509,47 \$ | 507 325,01 \$ | -10,3 % |
| Total des prestations | 878 885,99 \$ | 996 537,30 \$ | 814 546,43 \$ | -18,3 % |
| Frais d'administration ² | 104 094,81 \$ | 76 536,10 \$ | 83 499,09 \$ | 9,1 % |
| Total | 982 980,80 \$ | 1 073 073,40 \$ | 898 045,52 \$ | -16,3 % |

1 L'assistance médicale comprend l'hospitalisation, les soins médicaux et chirurgicaux, les soins infirmiers, les médicaments et autres produits pharmaceutiques nécessaires ainsi que la fourniture et le renouvellement des prothèses et des appareils orthopédiques. Les frais fixes des rentes antérieures à 1981 sont exclus du montant de l'assistance médicale.

2 L'augmentation des frais d'administration est principalement attribuable à des frais d'application de 15,5 % sur les valeurs capitalisées qui ont beaucoup augmenté par rapport à l'année précédente.

Vous pouvez vous procurer de la documentation sur la Direction de l'IVAC ainsi que des formulaires *Demande de prestations* dans tous les bureaux régionaux de la CSST.

Pour joindre la CSST, un seul numéro : 1 866 302-CSST (2778)

ABITIBI- TÉMISCAMINGUE

33, rue Gamble O.
Rouyn-Noranda
(Québec) J9X 2R3
Télé. : 819 762-9325

2^e étage
1185, rue Germain
Val-d'Or
(Québec) J9P 6B1
Télé. : 819 874-2522

BAS-SAINT-LAURENT

180, rue des Gouverneurs
Case postale 2180
Rimouski
(Québec) G5L 7P3
Télé. : 418 725-6237

CAPITALE-NATIONALE

425, rue du Pont
Case postale 4900
Succ. Terminus
Québec
(Québec) G1K 7S6
Télé. : 418 266-4015

CHAUDIÈRE- APPALACHES

835, rue de la Concorde
Saint-Romuald
(Québec) G6W 7P7
Télé. : 418 839-2498

CÔTE-NORD

Bureau 236
700, boul. Laure
Sept-Îles
(Québec) G4R 1Y1
Télé. : 418 964-3959

235, boul. La Salle
Baie-Comeau
(Québec) G4Z 2Z4
Télé. : 418 294-7325

ESTRIE

Place-Jacques-Cartier
Bureau 204
1650, rue King O.
Sherbrooke
(Québec) J1J 2C3
Télé. : 819 821-6116

GASPÉSIE-ÎLES- DE-LA-MADELEINE

163, boulevard de Gaspé
Gaspé
(Québec) G4X 2V1
Télé. : 418 368-7855

200, boul. Perron O.
New Richmond
(Québec) G0C 2B0
Télé. : 418 392-5406

ÎLE-DE-MONTRÉAL

1, complexe Desjardins
Tour Sud, 31^e étage
Case postale 3
Succ. Place-Desjardins
Montréal
(Québec) H5B 1H1
Télé. : 514 906-3200

LANAUDIÈRE

432, rue De Lanaudière
Case postale 550
Joliette
(Québec) J6E 7N2
Télé. : 450 756-6832

LAURENTIDES

6^e étage
85, rue De Martigny O.
Saint-Jérôme
(Québec) J7Y 3R8
Télé. : 450 432-1765

LAVAL

1700, boul. Laval
Laval
(Québec) H7S 2G6
Télé. : 450 668-1174

LONGUEUIL

25, boul. La Fayette
Longueuil
(Québec) J4K 5B7
Télé. : 450 442-6373

MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC

Bureau 200
1055, boul. des Forges
Trois-Rivières
(Québec) G8Z 4J9
Télé. : 819 372-3286

OUTAOUAIS

15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau
(Québec) J8X 3Y3
Télé. : 819 778-8699

SAGUENAY- LAC-SAINT-JEAN

Place-du-Fjord
901, boul. Talbot
Case postale 5400
Chicoutimi
(Québec) G7H 6P8
Télé. : 418 545-3543

Complexe du Parc
6^e étage
1209, boul. du Sacré-Cœur
Case postale 47
Saint-Félicien
(Québec) G8K 2P8
Télé. : 418 679-5931

SAINT-JEAN-SUR- RICHELIEU

145, boul. Saint-Joseph
Case postale 100
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6Z1
Télé. : 450 359-1307

VALLEYFIELD

9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 4M4
Télé. : 450 377-8228

YAMASKA

2710, rue Bachand
Saint-Hyacinthe
(Québec) J2S 8B6
Télé. : 450 773-8126

Bureau 102
26, place Charles-
De Montmagny
Sorel-Tracy
(Québec) J3P 7E3
Télé. : 450 746-1036

BUREAU CENTRAL DE LA DIRECTION DE L'IVAC

1199, rue De Bleury
Montréal
(Québec) H3B 3J1
Tél. : 514 906-3019
1 800 561-4822
Télé. : 514 906-3029

Visitez aussi le site Web de la Direction de l'IVAC
[www.ivac.qc.ca].